



ACTUALITES EN BREF DU JEUDI

- FAO : première hausse des prix alimentaires en six mois
- L'ONU demande la fin des violences contre les enfants en Syrie
- Côte d'Ivoire : l'ONUCI se tient prête à certifier les résultats des élections
- Hervé Ladsous veut renforcer les partenariats avec l'Union africaine
- Année des forêts : l'ONU récompense des militants de la protection des forêts
- L'ONU salue l'adoption d'une nouvelle loi électorale en Libye
- Une star du rap américain soutient le PAM dans la Corne de l'Afrique
- Maldives : un responsable de l'ONU appelle au calme
- Au Conseil de sécurité, l'OSCE confirme sa volonté de collaborer avec l'ONU
- L'expédition Tara Océans, soutenue par l'ONU, fait escale à New York

FAO : première hausse des prix alimentaires en six mois



Un marché de fruits et de légumes. Photo: NobbiP

9 février - De décembre à janvier, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré une hausse d'environ 2% (soit 4 points), sa première augmentation depuis juillet 2011, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les prix de tous les groupes de denrées ont affiché des gains le mois dernier, les huiles en tête, suivies de près par les céréales, le sucre, les produits laitiers et la viande. À son nouveau niveau de 214 points, l'Indice demeurait toutefois inférieur de 7% à celui de janvier 2011, a précisé la FAO dans un communiqué de presse.

« Il n'y a pas d'explication unique à ce phénomène de remontée des prix. Il s'agit d'une combinaison de plusieurs facteurs dans chaque groupe de produits », indique l'économiste et expert en céréales Abdolreza Abbassian. « Mais l'augmentation, malgré des récoltes record prévues et une amélioration de la situation des stocks et après six mois de recul ou de stagnation des prix, montre le caractère imprévisible des marchés alimentaires mondiaux », ajoute-t-il.

« Les facteurs habituels - le dollar et les prix du pétrole- ne semblent pas concernés en janvier. On invoque entre autres les mauvaises conditions météorologiques régnant actuellement dans les principales régions productrices, telles que l'Amérique du Sud et l'Europe, qui ont joué un rôle et qui continuent de susciter des préoccupations », conclut-il.

L'Indice FAO des prix des céréales avoisinait les 223 points en janvier, soit plus de 2,3% (5 points) par rapport au mois de décembre. Les cours internationaux de toutes les principales céréales ont augmenté, à l'exception du riz, le maïs enregistrant la plus forte progression (6%). Les prix du blé ont grimpé également, mais de façon moins spectaculaire.

La hausse des prix était essentiellement imputable aux inquiétudes liées aux conditions météorologiques pour les cultures de 2012 dans plusieurs grandes régions productrices, mais également aux craintes de la baisse des disponibilités à l'exportation dans la Communauté des Etats indépendants.

L'Indice FAO des prix des huiles/matières grasses a augmenté de 3% (6 points) de décembre à janvier, s'établissant à 234 points, essentiellement sous l'effet conjugué du raffermissement de la demande d'importations d'huiles de palme et de soja et du déclin saisonnier de la production d'huile de palme.

Selon les dernières prévisions de la FAO, la production céréalière mondiale de 2011 devrait largement couvrir l'utilisation prévue pour 2011/12. La production devrait atteindre 2.327 millions de tonnes, soit un relèvement de 4,6 millions de tonnes par rapport à la dernière estimation de décembre, et 3,6% de plus qu'en 2010, ce qui marquerait un nouveau record.

L'utilisation céréalière en 2011/12 a été légèrement inférieure à celle de décembre, avec près de 2 309 millions de tonnes, mais encore supérieure de 1,8% à 2010/11. Cela représenterait des stocks céréaliers de 516 millions de tonnes à la clôture des campagnes de 2012, une hausse de 5 millions de tonnes par rapport aux dernières prévisions de la FAO.

L'Indice FAO des prix de la viande s'établissait à quelque 179 points, 0,5% (1 point) de plus qu'en décembre. Les prix des différents types de viande ont suivi diverses orientations, le porc gagnant 2,8% face aux prévisions de fortes importations en Chine et la volaille régressant d'un pour cent.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers avoisinait les 207 points en janvier 2012, soit 2,5% (5 points) de plus qu'en décembre.

L'Indice FAO des prix du sucre est passé à 334 points en janvier, soit plus de 2,3% (7,4 points) par rapport à décembre, mais toujours 20% (86 points) de moins qu'en janvier 2011. L'augmentation s'explique en grande partie par les conditions météorologiques défavorables au Brésil, premier producteur et exportateur mondial.

L'ONU demande la fin des violences contre les enfants en Syrie



Radhika Coomaraswamy. Photo ONU/E. Debebe

9 février - Après une nouvelle journée sanglante en Syrie, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants dans les conflits armés, Radhika Coomaraswamy, a de nouveau appelé les autorités syriennes à arrêter de tuer et de mutiler les enfants.

« Au cours des derniers mois, le nombre d'enfants victimes de la violence a atteint plusieurs centaines. La situation est particulièrement poignante dans la ville de Homs d'où parviennent quotidiennement des informations d'enfants tués et d'infrastructures civiles pilonnées par l'artillerie », a indiqué Mme Coomaraswamy dans un communiqué de presse.

« Les violations commises contre des enfants vont plus loin que les tueries et les mutilations. Nous avons également reçu des informations sur des mises en détention d'enfants accusés de liens avec des groupes armés, des mauvais traitements et d'actes assimilables à la torture qui ont causé la mort de nombreux enfants », a-t-elle souligné.

Les meurtres et les mutilations d'enfants sont proscrits par le droit international, ainsi que les attaques contre les écoles et les hôpitaux qui figurent parmi les six plus graves violations contre les enfants tels que définis par le Conseil de sécurité en 2005.

« Mon bureau et nos partenaires continuerons de relayer les informations sur les violations commises contre les enfants par toutes les parties prenantes en Syrie », a fait savoir la Représentante spéciale pour les enfants dans les conflits armés.

Mercredi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a une nouvelle fois dénoncé la répression contre la population par les forces gouvernementales.

« Je regrette profondément que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parler d'une seule voix pour mettre fin au bain de sang », a dit le Secrétaire général à la presse à l'issue de consultations avec le Conseil de sécurité. « Cet échec est désastreux pour le peuple de Syrie. Cela a encouragé le gouvernement syrien à intensifier sa guerre contre sa propre population. Des milliers de personnes ont été tuées de sang froid ».

Samedi, la Chine et la Russie, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont mis leur veto à un projet de résolution appelant à mettre fin à la répression en Syrie, lors d'un vote au Conseil de sécurité.

Côte d'Ivoire : l'ONUCI se tient prête à certifier les résultats des élections



Le Représentant spécial de l'ONU en Côte d'Ivoire, Bert Koenders.

9 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, espère recevoir prochainement toute l'information nécessaire pour prendre des décisions sur les élections législatives dans les meilleurs délais, a annoncé jeudi l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

M. Koenders est chargé de certifier les élections législatives du 11 décembre après l'examen des réclamations par le Conseil constitutionnel, institution chargée du contentieux électoral.

« En raison de la reprise attendue du vote dans certaines circonscriptions, il s'agira donc d'une certification partielle », a indiqué le porte-parole de l'ONUCI, Hamadoun Touré, lors d'un point de presse à Abidjan.

Après la certification, le Chef de l'ONUCI reprendra ses initiatives en faveur de la promotion du dialogue politique, passage essentiel dans la réconciliation nationale et le retour de la paix définitive. « Dans cette perspective, M. Koenders encourage les acteurs politiques ivoiriens à mettre en avant les intérêts supérieurs du pays », a indiqué le porte-parole.

M. Touré a rappelé le soutien du Représentant spécial aux efforts du gouvernement en vue d'étendre la sécurité dans tout le pays avant de réitérer la disponibilité de l'ONUCI à apporter sa contribution en vue de renforcer la protection des populations. « A ce sujet, les Casques bleus et les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) vont se rencontrer ce jeudi pour peaufiner leur stratégie de lutte contre le racket et les coupeurs de routes qui sévissent de plus en plus en différents endroits du territoire ivoirien. M. Koenders se rendra prochainement sur le terrain pour se rendre compte de la réalité du phénomène », a-t-il annoncé.

Dans le même cadre de l'amélioration de la situation sécuritaire, le porte-parole a annoncé que selon les dispositions de son mandat appelant à la protection des populations, la Force avait effectué, la semaine dernière, 1.538 patrouilles terrestres et aériennes et intensifié les patrouilles mixtes avec les FRCI à la frontière libéro-ivoirienne. Les actions humanitaires ont, elles aussi, fait partie du programme des différents bataillons qui ont offert des soins médicaux gratuits à 1348 patients et distribué 89.000 litres d'eau potable aux populations nécessiteuses.

Cette amélioration de la situation sécuritaire bénéficie aussi de l'appui de la Division du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) de l'ONUCI. Selon M. Touré, celle-ci a relancé mercredi 8 février au Foyer de Jeunes d'Attecoubé une opération de dépôt volontaire d'armes qui se tient encore ce jeudi 09 février.

« L'exercice vise à récupérer les armes encore en circulation et entre dans le cadre d'une campagne nationale pour le dépôt volontaire des armes. Il s'adresse aux civils et à tous ceux qui détiennent de façon illicite ou illégale une arme », a expliqué le porte-parole. Une opération similaire, menée la semaine précédente à Abobo avait permis de collecter 100 armes.

La partie ivoirienne est également impliquée dans cette opération par le biais de la police et la gendarmerie ivoirienne et plus particulièrement de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (COMNAT-CI), a indiqué M. Touré. Il a souligné que, depuis le démarrage de l'action en juin 2011, 1.034 armes avaient été collectées.

Hervé Ladsous veut renforcer les partenariats avec l'Union africaine



Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous. Photo ONU/Devra Berkowitz

9 février - Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, estime que les Nations Unies doivent continuer à renforcer leurs partenariats avec l'Union africaine et les autres acteurs régionaux pour faire face à la myriade de défis auxquels sont confrontés les pays africains.

Lors d'une conférence de presse mercredi au siège des Nations Unies à New York, M. Ladsous a indiqué que la question du renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales serait à l'ordre du jour du Comité spécial pour les opérations de maintien de la paix, dont la session annuelle commencera le 21 février prochain.

S'agissant du Soudan et du Soudan du Sud, la situation demeure très tendue, a observé le Secrétaire général adjoint. Il a estimé que les deux pays, qui sont condamnés à vivre ensemble, devraient régler les questions en suspens, comme la délimitation des frontières, Abyei, le partage de revenus et les accusations mutuelles, chaque partie accusant l'autre de soutenir des groupes armés dissidents. Selon M. Ladsous, le problème, « c'est qu'il n'y a pas de confiance entre le Nord et le Sud ».

S'agissant de la République démocratique du Congo (RDC), où il s'est rendu à la fin du mois de janvier, et qui accueille la deuxième plus grande force de Casques bleus, M. Ladsous a assuré que la Mission des Nations Unies dans ce pays (MONUSCO), après l'élection présidentielle du 28 novembre 2011, travaille avec le gouvernement congolais pour s'assurer que les prochaines élections soient un succès.

Il s'est dit toutefois inquiet de la situation dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu où, en raison de la présence limitée de l'État, les forces de la MONUSCO garantissent l'essentiel de la sécurité et de la protection de la population.

Pour ce qui est de la Somalie, M. Ladsous s'est félicité du retrait des milices Al-Shebaab de Mogadiscio, qui devrait permettre de créer un meilleur climat sécuritaire. Il a estimé qu'il était important que l'ONU et la communauté internationale au sens large guident le processus politique, notamment à la lumière des résultats de la Conférence de Londres sur la Somalie, prévue le 23 février, et du rôle proactif de l'Union africaine, par le biais de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

M. Ladsous a également mis l'accent sur la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels. « Outre la tolérance zéro, il faut 100% d'attention à ce problème », a insisté M. Ladsous, en souhaitant que toute personne coupable d'abus sexuels soit poursuivie. Il a également jugé indispensable que les personnes reconnues coupables de tels abus ne puissent plus participer à une opération de maintien de la paix.

Le Département des opérations de maintien de la paix a réagi rapidement, en menant des enquêtes sur les allégations d'un abus sexuel au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), a-t-il précisé. Il a indiqué que la MINUSTAH coordonnait les efforts entre les gouvernements haïtien et uruguayen pour que cette affaire soit examinée et la victime entendue.

À une question sur le financement des opérations de maintien de la paix, M. Ladsous a répondu que le budget annuel des opérations de maintien de la paix, pour l'exercice annuel allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, sera réduit d'environ d'un milliard de dollars. Ceci est notamment la conséquence de la diminution des effectifs de la MINUSTAH, qui retrouverait le niveau d'avant le tremblement de terre, mais aussi de celle des effectifs de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) à la suite du succès des récentes élections et de la fermeture probable de la Mission des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), d'ici à la fin de l'année.

Année des forêts : l'ONU récompense des militants de la protection des forêts



La République démocratique du Congo possède la moitié des forêts et des ressources en eau de l'Afrique. Photo: UNEP

9 février - Lors d'une cérémonie organisée jeudi par le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) au siège de l'ONU à New York pour clôturer l'Année internationale des forêts, le prix « Héros des forêts » a été décerné à six lauréats originaires du Cameroun, du Japon, de Russie, du Brésil et des Etats-Unis.

« Chacun d'entre nous, parmi les 7 milliards d'êtres humains de la planète, sommes liés aux forêts pour notre bien être physique, économique et spirituel. Le prix 'Héros des forêts' du FNUF a été conçu dans le cadre de l'Année internationale des forêts 2011 pour identifier et rendre hommage aux innombrables individus du monde entier qui se dévouent à protéger les forêts », a déclaré la Directrice du secrétariat du FNUF, Jan McAlpine.

Au cours de l'année 2011, les Nations Unies ont organisé une série de manifestations et d'activités pour souligner la valeur des forêts et des mesures que peuvent prendre les gens pour les protéger.

Selon le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), les forêts couvrent 31% de la surface terrestre du globe, capturent plus de 1.000 milliards de tonnes de carbone et fournissent un moyen de subsistance à plus de 1,6 milliard de personnes.

Suite aux délibérations du jury, le prix "Héros des forêts" a été décerné à des lauréats représentant chacun une région du monde.

Paul Nzegha Mzeka, du Cameroun, a gagné pour un projet d'éducation, de reforestation et d'apiculture durable. Shigeatsu Hatakeyama, un pêcheur d'huîtres du Japon, a gagné pour ses efforts destinés à protéger des forêts qui jouent un rôle primordial pour la propreté des eaux de ses élevages d'huîtres.

Anatoly Lebedev, de la Russie, a été sélectionné pour sa campagne qui a permis de freiner l'exploitation forestière illégale qui menace la population de tigres de Sibérie. Paulo Adario, du Brésil, a été récompensé pour sa détermination à protéger les forêts vierges d'Amazonie et les communautés autochtones qui en dépendent malgré des menaces de morts et l'acharnement contre lui de groupes d'intérêts.

Rhiannon Tomtishen et Madison Vorva, deux jeunes filles membres du Mouvement des scouts aux Etats-Unis, ont gagné pour leur travail de sensibilisation contre l'utilisation dans les biscuits, qu'elles vendaient pour le compte des scouts, de l'huile de palme, dont l'exploitation menace les forêts.

Le jury a également décerné un prix spécial à José Claudio Ribeiro et Maria do Espirito Santo, deux militants brésiliens qui ont été assassinés alors qu'ils tentaient de protéger les forêts naturels de leur pays.

Selon le FNUF, toutes ces personnes partagent le même courage, la même passion et la même persévérance bien qu'elles soient issues d'horizons différents. Elles servent de sources d'inspiration à tous ceux qui souhaitent faire une différence et protéger les forêts.

L'évènement organisé par le FNUF a été également l'occasion d'annoncer les lauréats du concours de lettres de l'Union postale universelle (UPU) à laquelle ont participé deux millions d'enfants et de jeunes du monde entier, ainsi que les gagnants du concours artistique pour enfants intitulé « Célébrer les forêts », et de présenter un livre commémoratif, « Les forêts pour les gens », contenant 75 articles de 35 pays.

L'ONU salue l'adoption d'une nouvelle loi électorale en Libye



Ian Martin est Représentant spécial de l'ONU pour la Libye.

9 février - La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a salué jeudi l'adoption d'une nouvelle loi électorale dans ce pays, en la qualifiant « d'avancée importante dans la transition démocratique de la Libye ».

Selon les informations relayées dans la presse, les autorités libyennes ont adopté la loi mercredi. La nouvelle loi précise les circonstances de la tenue d'un scrutin pour élire une Assemblée nationale, qui sera chargée de rédiger une nouvelle constitution.

Dans un communiqué de presse publié à Tripoli, la MANUL a rappelé que le processus électoral, dont la rédaction de nouvelles lois, était mené par les Libyens eux-mêmes. La Mission onusienne a apporté une assistance technique au Conseil national de transition et elle se tient prêt à soutenir la Haute commission électorale nationale.

« Les premières élections libres depuis plus de quatre décennies seront une occasion pour les Libyens d'exercer leurs droits démocratiques dans un processus qui sera déterminant pour l'avenir du pays », a indiqué la déclaration.

« La MANUL reste engagée, en accord avec son mandat du Conseil de sécurité, à assister et soutenir les efforts des Libyens pour entreprendre un dialogue politique, promouvoir une réconciliation nationale et lancer le processus électoral », a poursuivi la déclaration.

Le chef de la MANUL, Ian Martin, qui est aussi le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Libye, s'est rendu mercredi dans la ville côtière de Syrte afin d'y rencontrer des représentants du conseil local, du conseil militaire et de la société civile. Syrte est l'une des villes les plus durement frappées par le conflit qui a secoué le pays l'année dernière.

« J'ai voulu constater personnellement l'étendue des destructions subies par la ville pendant la guerre. J'étais profondément impressionné de voir parmi les décombres, la volonté et les efforts des habitants pour reconstruire et ramener la vie dans la ville malgré une assistance très limitée », a indiqué M. Martin.

Les membres du conseil local ont expliqué que leurs plus grandes préoccupations du moment sont l'éducation, les services de santé, la reconstruction, le déminage et la clarification du sort de ceux qui ont disparu pendant les hostilités ainsi que la situation des personnes déplacées.

M. Martin a fait savoir que le personnel des Nations Unies serait de retour à Syrte dans les jours à venir afin d'entamer un dialogue sur la façon dont l'ONU peut les aider le mieux possible dans les efforts de reconstruction.

Une star du rap américain soutient le PAM dans la Corne de l'Afrique



Le rappeur Curtis '50 Cent' Jackson avec des écoliers dans un bidonville de Nairobi, au Kenya. Photo PAM/Rose Ogola

9 février - La star du rap américain Curtis Jackson, plus connu sous le nom de "50 Cent" s'est rendu cette semaine en Somalie et au Kenya pour voir les effets de la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique avec le Programme alimentaire mondial (PAM).

En 2011, M. Jackson avait fait la promesse de financer un milliard de repas pour ceux qui souffrent de la faim, et c'est dans ce cadre qu'il a visité plusieurs sites de distribution de produits alimentaires avec le PAM, notamment le camp de déplacés de Kabasa au sud de la Somalie où des milliers de personnes ont trouvé refuge.

« Ce que j'ai vu est terrifiant. Ces femmes et ces enfants ont tout risqué pour venir dans ce camp, juste pour y trouver de la nourriture. Ils ont besoin de notre aide », a déclaré M. Jackson selon un communiqué du PAM.

A Kabasa, il a assisté au dépistage d'enfants malnutris et visité une école. Il s'est également rendu dans une école dans un bidonville de la capitale kenyane, Nairobi, où il a rencontré des enfants dont beaucoup d'orphelins.

« La rencontre avec ces enfants m'a beaucoup impressionné. Ils n'ont rien, mais ils restent positifs et optimistes. Je voudrais contribuer à assurer qu'ils ont accès à l'alimentation et à l'éducation. Mon espoir est que d'autres se joignent à moi pour combattre la faim et à sensibiliser le monde à cette cause », a-t-il déclaré.

Maldives : un responsable de l'ONU appelle au calme



Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco. Photo ONU/Paulo Filgueiras

9 février - A son arrivée jeudi aux Maldives en pleine crise politique, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco, a appelé le pays au calme et à préserver les gains démocratiques.

Lors d'une conférence de presse à l'aéroport de la capitale Male, M. Fernandez-Taranco a indiqué qu'il prévoyait des rencontres dans les prochains jours avec des responsables du gouvernement et des partis politiques, dont le nouveau Président et son prédécesseur, Mohamed Nasheed, ainsi qu'avec la société civile.

Il a souligné de l'objet de sa visite serait d'encourager les dirigeants des Maldives à trouver des moyens de stabiliser la situation et de progresser sur la base du dialogue et du consensus.

« Il a appelé au calme et à cesser toute violence ou toute action qui exacerberait davantage les tensions. Il a jugé crucial d'éviter des représailles contre des rivaux politiques, et de garantir en particulier la sécurité de M. Nasheed », selon un compte-rendu de cette conférence de presse par le bureau du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU.

Oscar Fernandez-Taranco a souligné qu'il ne pouvait y avoir de solutions générées de l'extérieur et que toute solution pacifique aux Maldives devrait être menée au niveau national et soutenue par la population. Il a dit que les Nations Unies étaient prêtes à apporter leur soutien à un processus de dialogue. « Il a insisté sur l'importance de préserver les gains démocratiques qui ont été réalisés aux Maldives », selon le compte-rendu.

Mardi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait souhaité que la démission du Président des Maldives, Mohamed Nasheed, et la nomination de l'ancien Vice-Président, Mohammed Waheed Hassan, en tant que nouveau Président du pays, permettent de mettre fin à la crise politique qui dure depuis plusieurs mois.

Le Secrétaire général de l'ONU reconnaissait l'importante contribution du Mohamed Nasheed, premier Président du pays démocratiquement élu, à l'établissement de la démocratie aux Maldives, et son rôle dans la sensibilisation de la communauté

internationale aux dangers du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer.

Au Conseil de sécurité, l'OSCE confirme sa volonté de collaborer avec l'ONU

9 février - Le Président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Eamon Gilmore, a exposé jeudi devant le Conseil de sécurité de l'ONU les priorités de la présidence irlandaise de l'organisation dans les domaines de la liberté d'expression, de la lutte contre la criminalité et de la résolution de conflits.

« Nous allons donner la priorité à la question de la liberté de l'Internet. Comme ailleurs au monde, la liberté d'expression sur l'Internet est menacée dans la région de l'OSCE et cette menace a tendance à s'accroître », a déclaré M. Gilmore, qui est aussi Ministre des affaires étrangères de l'Irlande. Son pays occupe actuellement la présidence tournante de l'OSCE.

« Nous avons l'intention d'organiser une conférence à Dublin en juin pour les Etats membres de l'OSCE afin d'établir une position commune sur le sujet », a-t-il ajouté.

M. Gilmore a expliqué devant le Conseil de sécurité que l'OSCE et l'ONU partagent un défi commun lorsqu'il s'agit de faire face à des menaces transnationales, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. L'OSCE met l'accent sur le soutien à la mise en œuvre des instruments anti-terroristes de l'ONU et travaille de très près avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

« Durant notre présidence, nous allons poursuivre nos efforts communs pour faire face aux menaces transnationales tels que le crime organisé, les cybermenaces et les crimes commis sur l'Internet, les stupéfiants, le terrorisme et la traite des êtres humains », a indiqué M. Gilmore.

Le Président de l'OSCE a aussi indiqué que l'OSCE continue de s'intéresser aux conflits dans la région, notamment les conflits « en Moldavie concernant le territoire de la Transnistrie ; en Géorgie concernant les territoires d'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ; et le conflit du Nagorno-Karabakh. »

« En ce qui concerne l'Afghanistan, je rappelle que le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a salué une plus grande participation de l'OSCE lorsqu'il s'est exprimé au Sommet de l'OSCE à Astana (en juin 2010). Je confirme avec satisfaction que nous allons promouvoir la mise en œuvre de la décision de la réunion ministérielle de Vilnius à travers des projets concrets en Afghanistan en étroite coopération avec l'ONU », a dit M. Gilmore.

L'OSCE regroupe 56 Etats situés en Europe, en Asie centrale et en Amérique, ce qui en fait la plus importante des organisations de sécurité régionale.

L'expédition Tara Océans, soutenue par l'ONU, fait escale à New York



La goélette Tara devant le siège de l'ONU à New York. Photo Tara Expéditions/Vincent Hilaire

9 février - L'expédition scientifique française Tara Océans, qui est soutenue par les Nations Unies, fait escale cette semaine à New York dans le cadre de son périple à travers les océans du globe qui a commencé il y a deux ans et demi.

« La visite de Tara à New York est une bonne occasion pour nous de réfléchir et de sensibiliser le public aux enjeux qui seront discutés à Rio », a déclaré le Secrétaire général adjoint des Nations Unies à l'information, Kiyo Akasaka, en faisant référence à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 prévue cet été à Rio. « Les objectifs de l'expédition Tara Océans sont totalement en phase avec notre campagne 'l'avenir que nous voulons' et seront en résonance avec tous ceux qui se soucient des

océans et de l'environnement. »

Depuis septembre 2009, l'expédition Tara Océans a parcouru 70.000 miles à travers l'Atlantique, le Pacifique, l'Antarctique et l'Océan Indien, dans le but d'étudier les écosystèmes marins et leurs relations avec les changements climatiques.

La goélette de 36 mètres est financée par des mécènes privés et un consortium scientifique comprenant le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et le Laboratoire européen de biologie moléculaire. L'expédition est placée sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et est partenaire de l'Union internationale pour la conservation de la Nature et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les chercheurs de Tara Océans partageront leurs découvertes et leurs visions d'un développement durable pendant la Conférence Rio+20.

L'expédition a collecté un éventail complet d'organismes planctoniques – des virus et bactéries jusqu'aux larves de poisson et méduses – à l'occasion de près de 150 stations scientifiques, à travers les océans. Plus de 20 laboratoires dans 10 pays participent à un effort concerté pour comprendre la composition et la dynamique des écosystèmes planctoniques et leurs relations avec l'environnement.

« L'expédition Tara représente un extraordinaire effort humain pour se concentrer sur les principales lacunes de notre connaissance concernant le plancton », a dit le Coordonnateur de l'ONU Océans, Andrew Hudson, lors d'une conférence de presse jeudi au siège de l'ONU.

La styliste Agnès b., qui est le principal sponsor du projet, participait également à la conférence de presse. Avec des membres de l'équipage de Tara Océans, elle a rencontré jeudi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour discuter de la mission.

Le navire Tara quittera le port de New York dimanche 12 février pour la dernière croisière de son périple, voguant vers les Bermudes avant de rentrer à son port d'attache, Lorient, en France le 31 mars.